



MINUSCA

FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #15 | MAI 2020



NDELE - BIRAO - BRIA

**UN NOUVEAU MANDAT POUR
CONSOLIDER LES ACQUIS
SUR LA ROUTE DE LA PAIX**

UN Photo / MINUSCA

SOMMAIRE

- 3 **EDITORIAL : LE DÉFI DE LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES DANS LE NORD-EST**
- 4 **LA MINUSCA RENFORCE SON INTERVENTION À NDÉLÉ**
- 6 **NDELE AMELIORATIONS AUX PLANS POLITIQUE ET SECURITAIRE MALGRE QUELQUES DEFIS**
- 7 **NDELE DES INFRASTRUCTURES POUR RENFORCER LA COHÉSION ENTRE LES JEUNES ET AUTONOMISER LES FEMMES**
- 9 **L'HOMMAGE DE LA MINUSCA À SON FONCTIONNAIRE TUÉ À NDÉLÉ**
- 10 **BIRAO GENÈSE D'UNE CRISE**
- 14 **INTERVIEW IRÈNE KOUASSI, EX-CHEFFE DE BUREAU PAR INTÉRIM DE LA MINUSCA "NOS INITIATIVES ONT CONTRIBUÉ À RÉDUIRE LA TENSION ENTRE LES GROUPES ETHNIQUES À BIRAO"**
- 16 **LES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BIRAO UNIS POUR FAIRE FACE AUX MULTIPLES DEFIS**
- 17 **BIENFAISANCE LA SOLIDARITÉ DES CASQUES BLEUS A "MAMAN ZAMBATT"**
- 18 **BIRAO L'IMPLICATION DU SULTAN MAIRE ET DES CHEFS DE RACE POUR LA RESOLUTION DE LA CRISE**
- 22 **BRIA LES DEUX FACTIONS DU FPRC FUMENT LE CALUMET DE LA PAIX**
- 24 **LA STABILITE REVIENT PROGRESSIVEMENT A BRIA, GRACE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX**
- 25 **BRIA COORDONNER LES EFFORTS POUR UNE MEILLEURE ISSUE A LA CRISE**



COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication

Charles Antoine Bambara

Editorialistes

Uwolowulakana Ikavi & Charles Antoine Bambara

Rédacteur en chef

Abou Mouhilou Seidou

Rédacteurs

Ghislaine Atta

Deubalbet Wewaye

Maria Kabatanya

Photographes

Hervé Serefio

Leonel Grothe Tossela

Infographiste

Francis Yabendji Yoga

Collaboration

Vladimir Monteiro

Vikou Bessan

Dany Balepe

Igor Rugwiza

Remerciements

Division des affaires politiques

Division des affaires civiles

Section DDR

Police MINUSCA

Force MINUSCA

Bureaux de terrain

ÉDITORIAL

Par Charles Antoine Bambara

LE DÉFIS DE LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES DANS LE NORD-EST

CES DERNIÈRES SEMAINES, aux côtés des Forces armées centrafricaines (FACA), la Force de la MINUSCA est montée en puissance pour contrer les velléités de déstabilisation de certaines régions, notamment Ndele, Birao, l'axe Sibut-Grimari, Bria, Obo et j'en passe.

Avec la même détermination et avec la ferme volonté de remplir son mandat de protection des civils, la Force n'a pas lésiné sur les moyens mis œuvre pour atteindre ses objectifs. Les renforts acheminés sur tous ces fronts ont donné les résultats escomptés avec le retrait des groupes armés, et autres assaillants hors des principales agglomérations. Mais beaucoup reste à faire pour stabiliser définitivement tous ces fronts.

A l'action militaire, la MINUSCA allie l'action diplomatique et politique à travers les rencontres de terrain avec les Préfets, Maires de Ndélé, Birao, les membres du gouvernement, et les bons offices entre leaders signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation (APPR) et les autorités nationales. L'interaction constante de la MINUSCA avec les garants de l'Accord, ainsi que certains facilitateurs, permet aussi de maintenir la pression sur les principaux protagonistes de la crise centrafricaine.

Accord de paix oblige, tous les groupes armés, groupes d'autodéfense et communautés armées à travers la RCA ont tous été soumis au même prescrit : cessation des hostilités et de tout acte de violence entre eux et contre les autorités de l'Etat, ainsi que toutes les exactions et violences contre les populations civiles, les éleveurs et les agriculteurs, les humanitaires partout dans le pays (...). En signant l'Accord, les groupes armés se sont aussi engagés à déposer les armes et à se démobiliser selon le calendrier établi par les autorités pour le programme DDR.

Mais sur le terrain, la réalité est bien différente : les mêmes signataires de l'Accord de paix sont aussi, et très fréquemment, ses violateurs, au grand dam des populations, premières victimes, qui se résolvent, au gré des bruits des armes, à prendre la fuite vers la brousse. Des populations qui, dans de nombreux cas, trouvent refuge aux abords des bases de la MINUSCA.... Pendant ce temps, gouvernement, garants et facilitateurs de l'APPR multiplient leurs appels au calme et au

respect des engagements pris dans le cadre de cet Accord de paix signé en février 2019.

Depuis le premier trimestre de l'année 2020, le Nord-Est a été le théâtre d'affrontements réguliers pour diverses raisons et aussi avec les difficultés de contrôle des groupes armés par certains chef de guerre. Dans cette région sévissent le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dominé majoritairement par les ethnies Rounga, Haoussa et Goula, et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) majoritairement composé par les Kara, comme c'est le cas à Birao, ainsi qu'à Bria et Ndele où de nouvelles violences ont fait des dizaines de morts et de nombreux dégâts matériels.

C'est ainsi que Ndele, chef-lieu de la préfecture de Bamingui-Bangoran, a été pris d'assaut le 29 avril 2020, au matin, par des assaillants qui ont lancé une opération que l'on pouvait qualifier de commando. Comme dans toutes les attaques du genre, les conséquences sur les populations locales mais aussi sur les humanitaires sont légions, les défis sécuritaires aussi. Depuis, la MINUSCA y renforcé ses positions pour sécuriser la ville et également le travail des ONG, etc.

Autre ville avec des réalités de violence quasi similaire à cause des velléités conflictuelles de groupes armés : Birao, Préfecture de Vakaga. Le 9 avril dernier, le gouvernement y a renforcé la présence de ses Forces armées (FACA) par 142 éléments venus renforcer les efforts du contingent zambien de la MINUSCA, dont la présence a permis de réduire de manière significative les impacts du FPRC sur la population. Une réponse donc à la hauteur du défis sécuritaires, comme l'a fait valoir le chef de la MINUSCA en février dernier devant le Conseil de sécurité : « la MINUSCA a dû adopter une posture robuste pour enrayer la tentative d'invasion de la ville de Birao par le FPRC et prendre des mesures de protection des populations civiles, conformément à son mandat ».

Le présent magazine se propose donc de revenir sur des moments forts de la crise, mais aussi les inlassables efforts pour prévenir, freiner, voire anéantir l'impact des armes sur la population civile pour ainsi faire respecter l'Accord de paix. ■

Bonne lecture !



LA MINUSCA RENFORCE SON INTERVENTION À NDELE

Théâtre, le 29 avril 2020, d'une attaque armée, la ville de Ndélé (Nord) figure parmi les priorités de la MINUSCA qui continue de mettre en œuvre son mandat de protection des civils, malgré la prévalence de la pandémie à Coronavirus.



Le 29 avril au matin, les assaillants ont lancé une opération que l'on peut qualifier de commando sur Ndélé. Ils se sont infiltrés en tenue civile avec leurs armes camouflées avec au moins trois objectifs dans la ville, dont le marché avec certainement pour intention de faire le maximum de victimes, c'est-à-dire de tuer les gens au hasard [...] La Force a réagi rapidement puisqu'en moins de 30 minutes, les éléments de la MINUSCA étaient sur le marché et ont repoussé ces assaillants, dans une situation extrêmement complexe», a déclaré le Général Franck Chatelus, Chef d'état-major de la Force de la Mission, durant son intervention lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, le 6 mai 2020.

Depuis, la MINUSCA a-t-elle renforcé ses positions dans Ndélé « en mettant en place un poste de commandement pour coordonner et des unités de renfort pour sécuriser la ville et également le travail des ONG ». En effet, « il est malheureux que des malfrats aient profité de la situation pour attaquer les ONG. La MINUSCA a donc mis en place un dispositif de protection de ces organisations. Par ailleurs, une opération est en cours qui vise à éloigner de Ndélé d'éventuels futurs assaillants », a poursuivi le Général Franck Chatelus, ajoutant que la situation est sous le contrôle des soldats de la paix.

Ce renforcement du dispositif de la MINUSCA a déjà donné les preuves de son efficacité, le 30 avril, d'autant qu'une nouvelle attaque au cours de laquelle les assaillants ont tiré des roquettes sur les casques bleus, sans faire de victime, a été repoussée avec succès.

Ndélé bénéficie également d'une attention particulière de la part de la composante Police de la MINUSCA qui y a conduit, du 1er au 8 mai 2020, une mission, aux fins de renforcer et

poursuivre les investigations engagées dès les premières heures des affrontements par les policiers en poste à Ndélé.

« Sous la supervision du Procureur de la République, la Police des Nations Unies et les sections Justice et Droits de l'homme de la MINUSCA ont apporté leur contribution qui a permis de déployer une équipe conjointe également composée d'enquêteurs de la Police Nations Unies, des Forces de sécurité intérieure (FSI) et de Police technique et scientifique, deux jours après les violences. L'équipe est arrivée à Ndélé le 1er mai par un vol spécial de la MINUSCA, pour renforcer et continuer les investigations qui avaient été engagées dès les premières heures des affrontements, pour recueillir documenter les abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, afin que les auteurs, commanditaires et complices des violences du 29 avril répondent de leurs actes devant la justice », a expliqué le Porte-parole de la Police, le Capitaine Leo Franck Gnapié.

Il est à noter que plus de 8000 personnes ont fui les violences pour se réfugier près de la base de la MINUSCA, où ils bénéficient de la protection des casques bleus. « C'est un problème humanitaire grave qui fait aussi l'objet de discussions entre la Mission et d'autres acteurs, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) », a indiqué Vladimir Monteiro, Porte-parole de la MINUSCA.

Le 25 mars 2020, le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, dans un communiqué faisant suite à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, rappelait aux groupes armés « de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de paix, par la cessation immédiate de la violence sur toute l'étendue du territoire centrafricain ». ■





NDELE

AMELIORATIONS AUX PLANS POLITIQUE ET SECURITAIRE MALGRE QUELQUES DEFIS

Après une période de violences qui a prévalu dans la préfecture tout au long du mois de mars, ayant pour source le conflit interne opposant les factions Rounga et Goula du Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC), la situation politique et sécuritaire dans le Bamingui-Bangoran s'est finalement améliorée.

« Parmi les crimes enregistrés récemment, figurent le meurtre intentionnel et choquant d'un collègue national, personnel de la MINUSCA, celui d'une petite fille de sept ans en plein jour, ainsi que les incendies du Lycée de Ndélé et de deux églises apostoliques », rapporte Thomas Vaah, Chef du bureau de la MINUSCA à Ndélé.

Mais la détermination des populations, autorités locales et de la MINUSCA à aller résolument à la paix et la sécurité prenant le pas sur la crise, la réponse de la MINUSCA et l'engagement des responsables locaux se sont renforcés en vue de rétablir la sécurité, stabiliser la situation et, avant tout, assurer la protection des civils.

Ainsi, les patrouilles robustes de la Force, fixes et mobiles, journalières et nocturnes, ont été augmentées et renforcées. La police de la MINUSCA a lancé des investigations aux fins d'identifier les auteurs des crimes, y compris ceux commis

le 11 mars par des éléments armés qui ont ciblé les civils et exécuté sommairement six commerçants, brûlé une grande partie du marché central et attaqué la maison du Sultan.

Concernant l'engagement politique, les interactions avec les dirigeants du FPRC ont été intensifiées, ayant pour seul objectif la protection des civils et pour mettre fin à la crise actuelle. La MINUSCA a ainsi pu compter sur la coopération du Sultan-maire de Ndélé qui soutient jusqu'alors les initiatives de la Mission dans ce sens.

En outre, le FPRC s'est engagé à assurer la sécurité des minorités et a déclaré dans un communiqué, son engagement à la libre circulation des humanitaires, suite à l'appel du Représentant spécial du Secrétaire général aux signataires de l'Accord de paix le 25 mars, en soutien au cessez-le-feu global sollicité par le Secrétaire général des Nations Unies le 23 mars, dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

Il est, en outre, à relever que le retour du chef militaire Abdoulaye Hissène a suscité beaucoup d'attentes au sein de la population qui a exprimé son désir de retrouver la paix et la sécurité. Ce dernier a d'ailleurs affirmé vouloir travailler avec la MINUSCA pour renforcer la sécurité de la ville et assurer la protection des civils. A ce titre, il a aussi accepté le déploiement des Forces de sécurité intérieure dans la préfecture.

Abdoulaye Hissène a également accueilli favorablement la nomination par le Président de la République, du nouveau Préfet de Bamingui-Bangoran. De plus, il s'est engagé à coopérer dans le cadre de toutes les investigations lancées par la MINUSCA concernant les derniers événements. Par ailleurs, le chef militaire du FPRC a mis l'accent sur l'impératif de déploiement des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) comme envisagé dans l'Accord politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA).

Enfin, de nombreux civils, dont une majorité avait cherché la

sécurité autour de la base de la MINUSCA, ont regagné leurs domiciles. D'autres, en particulier des civils Goula, sont partis vers la préfecture de la Nana-Gribizi.

Le mécanisme de suivi issu de l'Accord de paix veille à corriger les lacunes sécuritaires et discuter toutes questions politiques et sécuritaires pertinentes à l'amélioration de la situation à Ndélé et dans le Bamingui-Bangoran. De l'implication de tous dépend sa pérennité, et partant, l'aboutissement réussi du processus de paix. ■

Par Ghislaine Atta / Thomas Vaah

NDELE

DES INFRASTRUCTURES POUR RENFORCER LA COHÉSION ENTRE LES JEUNES ET AUTONOMISER LES FEMMES



Sentiment de joie et de satisfaction des autorités locales et surtout de la population de Ndele, sortie massivement, lors de la remise officielle de la Maison des jeunes et du Centre de la promotion de la femme, en janvier 2020.

Financée conjointement par la

Coopération italienne et la MINUSCA et mise en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la maison des jeunes a été construite grâce au projet dit de sensibilisation dans les communautés à haut risque de Ndele. Les jeunes, à l'image de Regis Kete, se disent contents d'avoir enfin leur propre espace.

« Cette maison nous servira de cadre de rencontre et d'échange entre tous les jeunes de la préfecture. Elle va nous permettre de promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale », déclare le jeune homme.

Le centre de la promotion de la femme a, quant à elle, été entièrement réhabilitée grâce au projet à



impact rapide de la MINUSCA. Construite en 2012 par le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), le centre, comme certaines infrastructures de la ville a fait l'objet de vandalisme, conséquence des dernières crises qu'a connu la localité. Pour Martine Fandoma, présidente de l'antenne locale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), les femmes vont pouvoir enfin renouer

avec la promotion de leurs activités. « Nous avons initié plein d'activités qui ont trait à l'autonomisation des femmes, le dialogue, etc. Nous allons nous mettre au travail car nous avons désormais notre espace à nous », s'en est-elle réjouie.

Même sentiment de joie affichée par le Préfet, Amine El Mahad. Il a attiré l'attention des jeunes et des femmes sur la nécessité de bien gérer ces lo-

caux dans l'intérêt général. « Je m'engage à y veiller personnellement. Les femmes, je vous encourage à scolariser massivement vos filles afin que demain elles aient un emploi et soient indépendantes », a-t-il exhorté.

Pour Thomas Vaah, Chef du bureau de la MINUSCA à Ndele, ces gestes entrent dans la droite ligne du mandat de la mission qui est non seulement de protéger mais également de renforcer la cohésion sociale entre les populations. « La MINUSCA sera toujours à vos côtés. Que ce modeste geste puisse contribuer à ramener la paix et créer un lien plus soudé entre les jeunes et les femmes de la région », a-t-il déclaré.

Notons que, les deux infrastructures ont été respectivement équipées de kits de fonctionnement, notamment un groupe électrogène, des panneaux solaires, une salle d'informatique et une autre de spectacle. Le coût global des deux bâtiments s'élève à environ douze millions neuf cent mille francs CFA (12.900.000 FCFA). ■

Par Honoré Samedi



L'HOMMAGE DE LA MINUSCA À SON FONCTIONNAIRE TUÉ À NDELE



A son quartier général de Bangui, la MINUSCA a rendu, le 11 mars 2020, un hommage solennel et empreint d'émotions à son agent, Thibaut Le Sauveur Gbakate Dengou, assassiné le 7 mars 2020 à Ndele, dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran.

Agé de 41 ans, cet assistant de sécurité au bureau régional de la MINUSCA à Ndele a rejoint la Mission le 5 avril 2017. Il a été reconnu par ses pairs comme un homme aux multiples qualités professionnelles et extraprofessionnelles. Des dons qu'aucun d'entre ses collègues, sa famille et ses amis n'avait fini d'apprécier, selon l'oraison funèbre qui a évoqué « un vaillant soldat mort au combat. »

« C'est un assassinat inacceptable », a qualifié Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, et Coordinatrice humanitaire du système des Nations Unies en République centrafricaine, qui présidait la cérémonie. Elle a indiqué que les enquêtes sont en cours pour en retrouver et traduire en justice les auteurs.

Le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, au lendemain de l'assassinat, avait en effet indiqué que « cet assassinat révoltant ne restera pas impuni » et précisé par la même occasion que

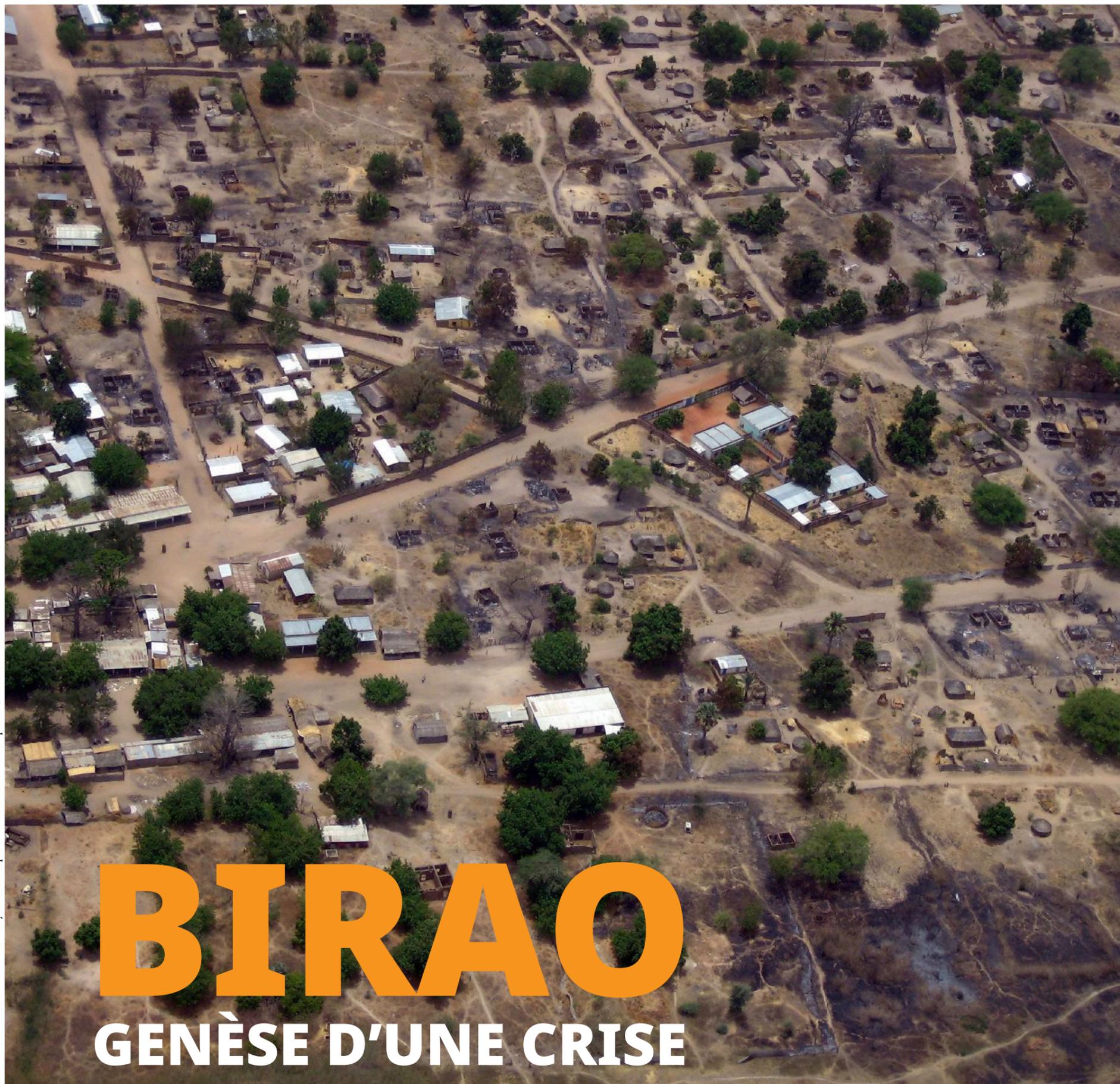
« s'attaquer au personnel des Nations Unies en fonction est un acte inacceptable. »

De son côté, le groupe d'États membres et institutions partenaires de la République centrafricaine réunis au sein du G5, dans un communiqué diffusé le 10 mars 2020, « condamnent fermement les violences graves [...] ayant occasionné des victimes parmi lesquelles un employé de la MINUSCA » et présenté leurs condoléances à la famille du disparu.

Thibaut Le Sauveur Gbakate Dengou laisse derrière lui une veuve et neuf enfants. ■

Par Ghislaine Atta





Photos : Humanitarian Community Partnership Team Central African Republic / 2007

BIRAO

GENÈSE D'UNE CRISE

Birao, ville de l'extrême Nord-est de la République centrafricaine et chef-lieu de la préfecture de la Vakaga, est située à environ 1067 kms de Bangui. Les quelque 14 000 habitants de cette région frontalière du Tchad, du Soudan et du Soudan du Sud, se disent "abandonnés par l'État central".

Ici, comme dans d'autres préfectures, des groupes armés y ont fait leur apparition, notamment le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dominé majoritairement par les ethnies Rounga, Haoussa et Goula, et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) majoritairement composé par les Kara.

En vertu d'une entente avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) depuis 2014, leurs éléments n'arborent pas d'armes dans la ville. Pour autant, cela n'a pas empêché des affrontements entre les deux groupes en septembre dernier dans une ville jusque-là épargnée par le cycle de violences observé dans d'autres localités.

« Nous ne voulons pas des hommes en armes dans notre localité. C'est en ces termes que les habitants de Birao ont demandé que des éléments armés quittent la ville et cessent de déambuler avec des armes dans les lieux publics, en flagrante violation de l'accord signé avec la MINUSCA en 2014. Cette demande a été formulée lors de plusieurs réunions du Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP), regroupant les leaders communautaires, les autorités locales et la Mission des Nations Unies comme observatrice.

Les problèmes remontent à juillet 2019. En effet, selon le général Konton, un responsable du FPRC, le groupe armé s'est rendu sur place pour renforcer la sécurité, suite aux affrontements ayant opposé le MLCJ et le FPRC à Am-Dafock, le 14 juillet 2019, précisant que le FPRC respecte l'Accord de paix et de réconciliation en RCA (APPR-RCA) signé en février 2019 et que ses éléments ne séjournent pas dans la ville pour harceler la population locale parce qu'ils sont leurs parents.

Cependant, les leaders de la localité ont souligné, au cours d'une rencontre, qu'il fallait examiner cette question en procédure d'urgence, afin d'éviter une répétition des affrontements d'Am-Dafock à Birao. Le représentant de la MINUSCA a, pour sa part, rappelé l'importance du retour dans leurs zones initiales de tous les éléments armés du FPRC venus de Ndele dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran, et informé que la Mission étudie les voies et moyens pour en assurer l'effectivité.

Le leader du FPRC, le Général Abdoulaye Hissene, confirme sa volonté de retirer ses éléments de la cité, tout en pointant du doigt les difficultés de déplacement liées au mauvais état des routes devenues impraticables du fait de la saison des pluies. Selon lui, un tel mouvement ne serait possible qu'après octobre. Il propose par ailleurs que la MINUSCA facilite le processus par le transport aérien de leurs engins militaires, une solution pour un départ sans délai de ses troupes.

Entre temps, à la suite de vols commis dans le marché, certains commerçants ont sollicité le soutien du groupe armé pour assurer la sécurité du marché jusqu'en octobre. Une demande à laquelle la population a fait suite à travers le CMOP, en attendant de la désignation de l'instance qui devrait assurer la sécurité des lieux.

L'ALTERCATION QUI DÉGÈNÈRE ET MET LE FEU AUX POUDRES

Le 29 août 2019, en plein centre du marché, une banale altercation entre des éléments du FPRC s'envenime. Dans la foulée, le jeune fils de 25 ans du Sultan-maire est mortellement atteint. Immédiatement, la MINUSCA a exigé que les éléments du FPRC impliqués dans le meurtre du jeune homme soient remis aux autorités compétentes, et clairement notifié au responsable local du groupe armé qu'il pourrait être cité pour violation des droits de l'homme, en raison de sa



responsabilité par rapport aux actes commis par les hommes sous son contrôle.

Mais le Général Konton rechigne à remettre l'auteur présumé. Ce qui a pour effet d'exacerber la tension et de déclencher les affrontements du 1er septembre 2019, autour du marché entre éléments du FPRC et ceux du MLCJ appuyés par des jeunes d'une ethnie locale. Conséquence : plus de 3000 déplacés civils fuient les combats et trouvent refuge à la base de la MINUSCA.

Le bataillon zambien de la MINUSCA s'est immédiatement déployé et a intensifié les patrouilles dans la ville pour protéger et évacuer les civils pris au piège afin de les sécuriser. Au cours de leur intervention, les casques bleus retrouvent, évacuent et sécurisent des civils piégés.

Selon les toutes premières données des partenaires humanitaires, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le nombre de déplacés internes est monté de façon exponentielle, pour atteindre près de 13.000 déplacés à côté de la base de la MINUSCA et 1.600 près de l'aérodrome de Birao. Le site près de la base de la MINUSCA étant inapproprié les déplacés sont confrontés à des difficultés majeures : manque de nourriture, d'abri et d'installations sanitaires. Les femmes et les enfants sont exposés au froid, aux intempéries et à d'éventuelles épidémies. Mais l'arrivée rapide des acteurs humanitaires aura permis de répondre à leurs besoins fondamentaux.

Pendant ce temps, des rumeurs font état du renforcement des positions des groupes armés et d'une attaque imminente. Les pillages et les incendies de maisons se poursuivent, au crédit de jeunes incontrôlés et non identifiés. Des hommes en armes continuent de déambuler dans la ville.

DES EFFORTS DE SOLUTION ACCOMPAGNENT LA PROTECTION DES CIVILS

Le 10 septembre 2019, la MINUSCA a mené des patrouilles de reconnaissance aérienne autour de Birao, Sikekedi, Taka-

mala, Matala, Ganai et Boromata, pour surveiller les mouvements des éléments armés. L'équipe de patrouille n'a cependant pu retracer aucun mouvement suspect d'éléments armés, bien qu'il ait été observé que certains villages étaient apparemment abandonnés.

Dans un effort pour trouver une solution durable à la crise sécuritaire, les responsables de la MINUSCA et les autorités locales ont tenu plusieurs réunions, suite aux rumeurs faisant état de l'avancée des éléments du FPRC sur la ville. À cette occasion, le Maire a déclaré que le conflit n'était pas entre les groupes armés, mais ethnique, et qu'il serait résolu par le dialogue avec l'aide des diverses parties prenantes.

C'est dans cette ambiance d'échanges pour ramener la paix que le FPRC a lancé un assaut de représailles contre la communauté MLCJ Kara, provoquant de nouveau de violents affrontements entre les deux camps, à l'aube du 14 septembre 2019. Le bilan des deux combats du 1er et du 14 septembre 2019 est désormais de 71 morts (56 du FPRC et 15 du MLCJ) et de 42 blessés (23 du FPRC et 19 du MLCJ).

Ce nouvel incident a amené la MINUSCA à encore intensifier ses patrouilles dans la ville de Birao et ses environs et à mettre en place des postes d'observation tactiques installés près du marché de Birao, pour assurer la sécurité et empêcher qu'aucun élément armé ne pénètre dans la ville. C'est après les violents affrontements que le 13 octobre 2019, Am-Dafock, ville située à 67 Kms de Birao à la frontière avec le Soudan, voit aussi s'affronter à son tour le FPRC et le MLCJ.

LA SITUATION SÉCURITAIRE RESTE TENDUE ET FRAGILE À BIRAO

Ces différents affrontements ne rassurent guère les personnes déplacées pour qui, retourner à la maison signifierait se livrer aux hommes en armes. Face à cette situation, les autorités locales, les leaders communautaires et la MINUSCA ont démarré, le 16 octobre 2019, une série des rencontres afin de ramener la paix et la cohésion sociale qui existaient entre les communautés. Le Gouvernement, dans le cadre de

la restauration de l'autorité de l'État, y a déployé 50 éléments des Forces armées centrafricaines (FACA) et 26 Forces de sécurité intérieure (FSI). La MINUSCA, les FSI et les FACA multiplient des patrouilles conjointes dans les quartiers et villages environnants, afin de garantir la sécurité des populations.

À toutes ces initiatives de la MINUSCA s'ajoutent des efforts entrepris, d'abord le 12 septembre 2019, par les membres de l'Association des ressortissants de la Vakaga pour le développement (AREVAD), et la délégation gouvernementale conduite par le Ministre des transports et Ministre résident de la Vakaga, Arnaud Djoubaye Abazene, le 26 septembre 2019. Ces deux initiatives qui visaient à obtenir un cessez-le-feu entre les parties et promouvoir le dialogue n'ont pas été concluantes. Depuis, le bureau de Birao facilite une initiative de dialogue entre les groupes belligérants pour restaurer le vivre-ensemble, sécuriser la ville et obtenir un retour volontaire des déplacés estimés à plus de 20.000 personnes.

Les conditions de vie des déplacés du site de la base onusienne à Birao sont difficiles et particulièrement préoccupantes pour les femmes et les enfants. « Les conditions d'hygiène ne sont pas réunies », a expliqué la déplacée Aicha Doukouré, précisant que les gens dorment à même le sol et éprouvent des difficultés à manger ou à avoir accès à l'eau potable. Elle a ensuite rappelé que les enfants ne vont pas à l'école, avant d'émettre le souhait de retrouver la paix et la sécurité.

Il faut également relever que la situation géographique du camp qui a été improvisé, n'est pas appropriée pour héberger un nombre aussi important de personnes. En effet, le camp, situé dans une crevasse, est souvent inondé par les pluies, entraînant à la surface des eaux tous les déchets domestiques en raison du manque d'entretien des latrines et des dépotoirs d'ordures.

C'est dans ce cadre que les femmes casques bleus du contingent zambien ont initié la salubrité du camp avec la participation des déplacés qui à cette occasion, ont rappelé la nécessité de relocaliser le camp sur un site plus adapté et protégé par la MINUSCA. Le nouveau site pourrait accueillir 14.000 personnes et serait doté d'une mosquée et d'une église



pour permettre aux personnes déplacées d'exercer leur foi. De même, les femmes casques bleus zambiennes ont entrepris de nettoyer le marché de Birao brûlé et pillé durant les affrontements, sous le leadership du Préfet, du Chef de bureau et du Commandant du bataillon, et la participation des déplacés. Quelques jours après cette opération de salubrité, plus de 20 commerçants ont repris leurs activités et promis d'encourager d'autres commerçants à revenir sur le marché, affirmant que la situation se normalisait lentement. Depuis le marché a repris son cours habituel.

L'ÉQUATION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Officiellement lancée le 16 septembre 2019 sur le plan national avec le slogan "Mobilisons-nous pour une rentrée équitable à nos enfants", la rentrée académique 2019-2020 est perturbée à Birao. Et pour cause, l'insécurité qui empêche la reprise des classes dans cette localité. En attendant, l'ONG NDA en collaboration avec Word Child intensifie les activités sur les espaces amis des enfants en vue de les occuper. Cette situation inquiète les parents qui, pour garantir l'avenir de leurs enfants, demandent au Gouvernement centrafricain de prendre des mesures pour ramener la paix et la sécurité dans cette localité.

Dans le cadre de la poursuite des efforts de normalisation de la situation, la MINUSCA a échangé avec le Sultan-maire, Moustapha Ahmat Amgabo, le Préfet de Vakaga, Leonard Mbele, et le Sous-préfet Zakaria Ramadan, sur le rapatriement d'anciens combattants qui ont participé aux affrontements des 1er et 14 septembre et qui sont admis dans le camp des déplacés. Rapatriés dans un premier temps à Bria, grâce à la MINUSCA, huit de ces ex-combattants ont ensuite été transférés à Bangui, à la demande du Procureur de Birao et de la Cour pénale spéciale (CPS).

Depuis lors, une initiative de dialogue initiée par le Préfet et soutenue par la MINUSCA permet aux communautés de commencer à se parler et aux déplacés internes de commencer à rentrer timidement chez eux.

Les indicateurs tournent progressivement au vert, et donnent des motifs d'espoir de paix, de vivre-ensemble et de développement. La partie gouvernementale et la communauté internationale ont fait des efforts palpables qui demandent à être soutenus par tous, y compris les groupes armés et populations toutes tendances confondues. Un creuset commun existe déjà en l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) dont le respect par les uns et les autres, en termes d'engagements, constituera la clé pour conjuguer définitivement dans le passé les troubles dont a souffert Birao, afin d'amorcer de véritables actions de développement. ■

BILLAMINO ALAO

INTERVIEW

IRÈNE KOUASSI,

EX-CHEFFE DE BUREAU PAR INTÉRIM DE LA MINUSCA

NOS INITIATIVES ONT CONTRIBUÉ À RÉDUIRE LA TENSION ENTRE LES GROUPES ETHNIQUES À BIRAO

A Birao, chef-lieu de la Préfecture de Vakaga le calme est revenu après les troubles qu'a connu la ville en début d'année 2020, entre le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ). La MINUSCA multiplie les patrouilles et initie des séances de dialogue en faveur de la réconciliation et de la cohésion sociale. Nous vous proposons de prendre la température de la localité, en trois questions posées à la Cheffe du Bureau de la MINUSCA, Irène Kouassi.

Réalisée par Deubalbet Wewaye

Pourriez-vous nous faire un bref état des lieux après les heurts qui ont eu lieu en début d'année ?

Irène Kouassi : Malgré le risque élevé de confrontation entre le MLCJ/Kara et le FPRC/Rounga, la situation sécuritaire est relativement calme mais volatile. Surtout après l'attaque d'un déplacé Haoussa par les jeunes Kara armés qui l'accusaient de collaborer avec le FPRC, le 2 Février 2020. Pour apaiser les tensions et éviter la violence la MINUSCA a renforcé la sécurité autour du camp de déplacés en face de la MINUSCA et autour du camp des Forces armées centrafricaines (FACA), afin qu'ils ne soient la cible des jeunes Karas. Nous avons aussi intensifié des patrouilles et maintenu l'alerte maximale sur les principaux axes d'accès à Birao. La MINUSCA a également intensifié les contacts avec les autorités locales, en particulier le Sultan-maire et le chef de race Kara, afin qu'ils appellent les jeunes au calme et à les sensibiliser sur la nécessité de déposer les armes et de s'engager dans des initiatives de paix et de cohésion sociale.

Le dialogue entre les différentes communautés est donc impératif, que fait la MINUSCA dans ce sens ?

... La MINUSCA poursuit son engagement auprès des autorités locales et les leaders communautaires de Birao pour apaiser la montée des tensions entre Karas, Haoussas et Roungas. Nous suivons également de près les progrès de la médiation soudanaise visant à résoudre la crise.

Depuis le déclenchement de la crise, la MINUSCA a initié et poursuit les dialogues intercommunautaires en vue de restaurer le vivre-ensemble, et d'obtenir un retour volontaire des déplacés. Ces initiatives ont contribué à réduire la tension entre les différents groupes ethniques.

Cependant, les efforts de cohésion sociale rencontrent des difficultés liés au refus de dialogue Roungas/Karas et aux rumeurs persistantes d'une éventuelle attaque du FPRC contre la ville de Birao. Ces rumeurs ont semé la panique au sein de la population et provoqué un important mouvement de personnes, principalement des femmes et des enfants, qui ont quitté leur domicile en ville pour revenir se réfugier au camp de déplacés de la MINUSCA, où le nombre de personnes déplacées est estimé à plus de 12.500 environ.

Nous organisons régulièrement des séances de sensibilisation dans le camp de déplacés sur les conséquences néfastes de telles rumeurs, qui

pourraient raviver les tensions intercommunautaires et saper les efforts de réconciliation. Aussi, en attendant l'opérationnalisation de la radio communautaire, qui est un instrument capital de dissémination des messages de paix et de lutte contre les rumeurs, la MINUSCA poursuit son engagement auprès des autorités locales et les leaders communautaires de Birao pour apaiser la montée des tensions entre Karas, Houssas et Roungas. Nous suivons également de près les progrès de la médiation soudanaise visant à résoudre la crise.

La MINUSCA est en train de terminer la construction d'un nouveau site des personnes déplacées. Ce nouveau site répondrait aux normes et standards internationaux. Pourriez-vous nous en dire plus ?

Les travaux de déblayage du nouveau site sont déjà terminés. Les parcelles ont été attribuées par les acteurs humanitaires qui fourniront également des articles non-alimentaires (tentes, kits d'installation...) aux déplacés. Après la construction des postes d'observation en cours, la Force de la MINUSCA, à travers le contingent zambien, assurera la sécurité sur le nouveau site qui pourrait accueillir les déplacés à partir de fin février. ■



LES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BIRAO UNIS POUR FAIRE FACE AUX MULTIPLES DEFIS

Durant l'année 2019, la ville de Birao a été particulièrement confrontée à une crise qui s'est manifestée par des heurts entre des groupes armés. Les séquelles demeurent encore latentes et visibles. Le tissu social s'est considérablement déchiré entre les communautés qui, jadis vivaient en paix et parfaite cohésion. Consciente et surtout préoccupée par cette situation, la MINUSCA, malgré la fragilité du climat sécuritaire, travaille à juguler la crise, à travers des séances de sensibilisation, entre autres.



La dernière en date est un dialogue entre les chefs des différentes ethnies de Birao, les chefs des villages environnants, les représentants des jeunes et des femmes. La session, une première qui a réuni une soixantaine de leaders, a eu lieu le 5 février 2020 à l'école préfectorale de la ville.

Au fil des échanges, les participants ont accordé leurs violons, chose rare depuis les affrontements d'octobre 2019. Preuve que la réconciliation entre filles et filles de Birao dépend de leur volonté, leur engagement et leur enracinement social pour leur localité.

De l'avis de Ismaël Moussa, membre du Conseil des jeunes et représentant du chef de quartier de Birao 5, il y a nécessité de trouver des remèdes efficaces pour les maux dont souffre la localité. Il faut se parler, bien entendu, mais surtout traduire nos paroles en actes. « Regardez, nous sommes réunis dans une salle de classe et l'école est fermée, nos enfants sont à la maison. Cela n'est pas que la faute des groupes armés. C'est aussi notre manque de volonté de panser nos plaies et de dire : stop, ça suffit ! », a martelé le jeune garçon. Il conclut en in-

terpellant le gouvernement : « On se sent abandonnés. Normalement le gouvernement devrait être un peu plus présent. Ce n'est pas le cas », déplore Ismaël.

Avis partagé par Amadine Amangour, responsable de groupe à l'occasion qui confie : « Nous devons parler à nos enfants qui sont surexcités et détiennent des armes. Ils doivent les déposer. Cet atelier doit nous permettre de laver nos cœurs. En tant que leaders nous devons prendre le devant et montrer l'exemple. »

Pour Abdou Ousmane, officier des affaires civiles de la MINUSCA, par ailleurs facilitateur de la session : « non seulement ils sont arrivés à se parler, mais ils se sont surtout engagés à trouver des solutions de sortie de crise pour arriver à la cohésion sociale à Birao. C'est un grand pas qu'il faut saluer. »

Pour poser des jalons durables de la paix, des recommandations ont été formulées par les leaders engagés dans le processus de réconciliation et de reconstruction : capitaliser les acquis de cette session en encourageant la participation des jeunes et des femmes au processus de paix, au dialogue et à la réconciliation. ■

Deubalbet Wewaye

BIENFAISANCE LA SOLIDARITÉ DES CASQUES BLEUS A "MAMAN ZAMBATT"

Son destin bascule début 2019, lorsqu'elle attire l'attention des éléments du bataillon zambien lors d'une de leurs patrouilles.



Ces derniers décident dans un premier temps de lui rendre des visites régulières, lui apportant une assistance sous diverses formes : soins médicaux, eau, nourriture, vêtements et autres produits de première nécessité. Puis ils décident de faire mieux, ils offrent une maison en bonne et due forme à celle qu'ils appellent tous affectueusement "Maman Zambatt". Coût total de l'ouvrage : 8 millions de francs CFA.

C'est une bien belle histoire que celle de Khamissa Ahmat, connue sous le nom de Maman Delingo. Cette octogénaire, frappée par la lèpre dès son enfance a, avec l'âge, fini par être abandonnée à son triste sort, y compris par ses trois enfants. La vieille dame vivait dans une hutte de fortune en paille, et survivait grâce à la générosité ponctuelle du voisinage. « Quand il pleuvait, c'était comme si j'étais pas du tout sous un abri », confie-t-elle. Mais, Maman Delingo est connue de Birao, car malgré sa situation, elle a toujours dégagé la joie de vivre, distributrice des boutades et du sourire autour d'elle.

« Sa condition était déplorable et a marqué les équipes de patrouilles. C'est ainsi qu'est venue l'idée de lui offrir une demeure plus décente. Ce n'est pas évident pour une personne de son âge », déclare le Lieutenant Grace Bwalya, responsable de l'équipe autonomisation du contingent. « Un grand cadeau,

jamais personne ne m'a fait un tel geste. J'étais délaissée par mes enfants, mais Dieu dans sa grâce m'a envoyé d'autres enfants. Regardez comme ils m'aiment », confesse maman Zambatt, cachant difficilement ses larmes.

Ce jour-là, une dizaine de ceux qu'elle appelle affectueusement "ses enfants", armés qui de machette, qui de pelle, de râtelier ou de brouette, est venue rendre propre l'intérieur et l'extérieur de la maison. Ainsi, pendant que certains s'activaient à changer le drap et passer la serpillière dans la maison, d'autres étaient à l'assaut des mauvaises herbes dans la cour. Tout ceci sous les bénédictions inlassables de la propriétaire des lieux. Au bout de deux heures, la maison est propre, et dame Khamissa Ahmat est plus heureuse que jamais. « Pour nous c'est une satisfaction, cela fait tellement du bien de la voir aussi heureuse », confie le lieutenant Bwalya.

Cette belle histoire, ajoutée aux nombreuses actions civilo-militaires que mènent les casques bleus zambiens de Birao, nous enseigne que la protection des civils ne se fait pas que par des patrouilles, mais aussi par des actions qui permettent aux populations sécurisées de bien jouir de leur liberté de mouvement et de profiter pleinement de la vie. ■

Deubalbet Wewaye

BIRAO

L'IMPLICATION DU SULTAN MAIRE ET DES CHEFS DE RACE POUR LA RESOLUTION DE LA CRISE



Dans le cadre de la recherche de solutions à la crise de Birao, le Sultan-maire, Ahmat Moustapha Amgabo, les chefs de race Kara et Goula ainsi qu'un conseiller du Sultanat se sont rendus, début mars à Bangui. Pendant leur séjour, la délégation a rencontré les autorités nationales au plus haut niveau et plusieurs acteurs influents susceptibles de contribuer à une sortie de crise.

Le 14 mars, dans une réunion extraordinaire de restitution à la population, le Sultan-maire, à genoux, a présenté ses condoléances à l'ensemble des communautés et a demandé pardon pour la récurrence des attaques du 1 au 14 septembre 2019, puis celle du 16 février 2020. Par la même occasion, le Sultan a proposé que Birao redevienne « une ville sans armes ».

Ces actes positifs ont permis à la MINUSCA, en collaboration avec les autorités préfectorales travaillant avec des groupes armés et des jeunes, de convaincre tous ceux qui portaient les armes dans la ville de se tenir prêts "en attendant la reprise des programmes de DDR".

Depuis, à Birao, la population circule librement, les activités au marché ont repris progressivement. Cette nouvelle dynamique a permis de désamorcer les tensions ethniques parmi la population locale à la grande joie des jeunes, des commerçants, des femmes, des élèves, pour ne citer que ceux-ci. Pour la première fois, d'ailleurs, la prière du vendredi à la mosquée centrale de Birao, avec des centaines de personnes, toutes ethnies confondues, a eu lieu le 20 mars. ■

Par Ghislaine Atta / Vikou Bessan

Pendant que la situation s'améliorait à Birao, un autre front d'insécurité s'est ouvert à N'diffa entre les éléments du Parti politique pour le rassemblement de la nation centrafricaine (PRNC) et les Arabes Misiria venus du Soudan. Les escarmouches ont coûté la vie au Général Issa Banda du PRNC et ont failli créer une situation humanitaire catastrophique, n'eût été l'intervention de la Force de la MINUSCA, notamment les casques bleus zambiens qui ont réussi à repousser les 420 éléments Arabes Misiria.

LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN RENFORCE SA PRESENCE MILITAIRE A BIRAO



En réponse aux affrontements qui ont touché Birao (Préfecture de Vakaga) au cours des derniers mois, le gouvernement de la République centrafricaine a renforcé la présence de ses Forces armées (FACA) de 142 éléments, le 9 avril 2020. Un moyen de rétablir la paix et la stabilité dans la région. Les troupes nouvellement déployées sont arrivées sous escorte du bataillon zambien de la MINUSCA depuis Gordil et ont fait le tour de la ville de Birao, pour annoncer leur présence à la population locale et la rassurer.

Le bureau régional de la MINUSCA a facilité leur accueil par le Sultan-maire de Birao, Moustapha Amgabo, qui leur a donné sa bénédiction, en les aspergeant de sable, conformément à la tradition locale. Il s'est dit comblé de cette arrivée des FACA pour renforcer la sécurité, assurer la protection de la population locale et le maintien de la paix dans Birao et sa périphérie.

Par strict respect des mesures prises par le Ministère de la santé pour lutter contre la maladie à coronavirus, les troupes nouvellement déployées se sont soumises aux protocoles de prévention de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) une fois arrivées à leur base. Le personnel de santé du bataillon zambien a pris la température des soldats et fourni de l'eau chlorée pour le lavage de leurs mains.

Plus tard, en présence du Chef de bureau de la MINUSCA, Bessan Vikou, du Commandant du contingent zambien, le Colonel Teddy Tembo, les troupes ont rencontré par le Sous-préfet de Birao, Zakariah Ramadan, qui s'est dit content de leur venue, et les a exhortés à faire preuve de professionnalisme dans l'exécution de leur mission.

Les nouveaux éléments des FACA remplacent les 50 soldats en place et continueront de travailler au respect de la "Zone sans armes" mise en œuvre à Birao depuis le 14 mars 2020. Leur mobilité améliorera également les patrouilles conjointes avec la Force de la MINUSCA, en renforçant les capacités opérationnelles. ■

Vladimir Monteiro



L'ARMÉE, LA POLICE ET LA FORCE DES NATIONS UNIES EFFECTUENT DES PATROUILLES COMMUNES A BIRAO



Le contingent zambien de la MINUSCA mène des patrouilles conjointes robustes et agressives à pied et en véhicules avec l'armée de la République centrafricaine (FACA) et les Forces de sécurité (FSI) dans la ville de Birao. En raison de la situation sécuritaire fragile dans la préfecture de la Vakaga, la Force de la MINUSCA, les FACA et le FSI travaillent, 24 heures sur 24, pour s'assurer que les habitants de Birao conservent leur confiance dans la Mission et le gouvernement centrafricain.

L'interaction avec les commerçants sur le marché local et dans les environs est l'une des activités les plus appréciées des pa-

trouilles. De plus, de nombreux commerçants affirment que les affaires se normalisent lentement mais sûrement, saluant l'équipe conjointe, pour sa présence continue dans la ville de Birao.

Outre ces opérations menées en synergie, les FACA et la Force onusienne travaillent sur l'accueil et l'orientation des individus dans les camps de déplacés, le filtrage aux points d'entrée et de sortie des camps de personnes déplacées, pour la saisie d'armes à feu ou de tout autre genre. Toutes ces actions visent à protéger et sécuriser les populations pour leur permettre de faire librement et pacifiquement leurs courses quotidiennes. ■

Par Maria Kabatanya

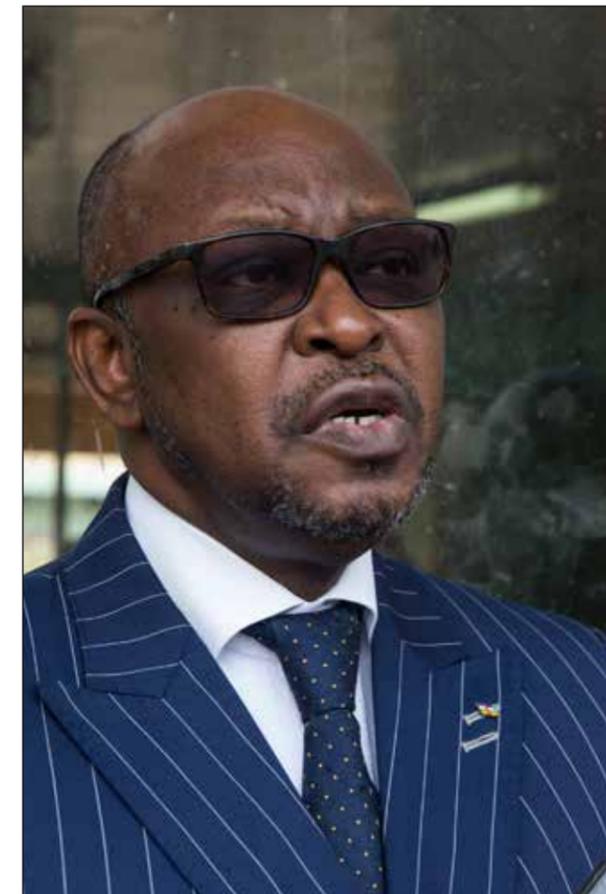
LE SAVIEZ-VOUS ?

■ Les acteurs humanitaires continuent de travailler aux côtés des personnes déplacées en y fournissant des vivres et autres services en santé, eau, assainissement et éducation d'urgence. La dernière distribution de vivres estimés à 168 tonnes, a eu lieu en février 2020 et a touché près de 24.000 bénéficiaires.

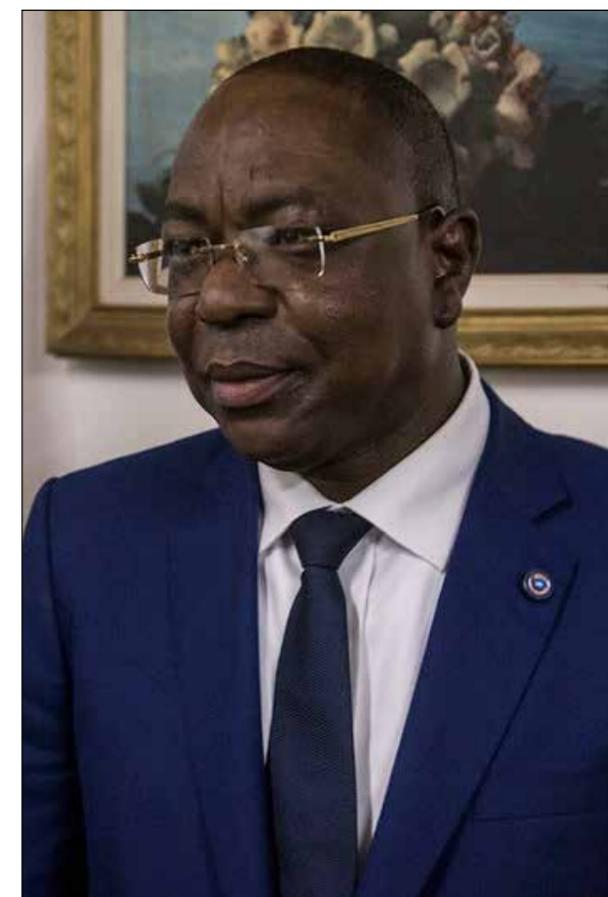
■ Aucun cas d'incident sécuritaire affectant les civils n'a été enregistré en février 2020. Cependant, les violences conjugales et des actes de banditisme urbain n'ont pas disparu. ■

ILS ONT DIT

« Pour faire face à ces développements inquiétants, la MINUSCA a dû adopter une posture robuste pour enrayer la tentative d'invasion de la ville de Birao par le FPRC et prendre des mesures de protection des populations civiles, conformément à son mandat. A l'heure où je m'adresse au Conseil, des efforts de médiation sont en cours pour une cessation des hostilités entre les belligérants. Je condamne fermement le FPRC et le MLCJ pour la reprise des combats, en violation flagrante de l'Accord de paix. Je tiens aussi à condamner l'appel public à la violence contre la MINUSCA, lancée par le FPRC à Ndélé, où les populations ont été mobilisées pour envahir le camp de la MINUSCA. Cette démarche est d'autant plus inacceptable qu'elle utilise les femmes et les enfants comme boucliers humains pour assiéger le camp de la MINUSCA et obstruer ses opérations. Je dénonce également l'expansion illégale de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) dans l'extrême Sud-Est du pays (Haut-Mbomou) et dans certaines localités à l'Ouest. La MINUSCA a récemment lancé une opération militaire pour stopper cette expansion et ne ménagera aucun effort pour faire cesser la violence et protéger les civils. J'appelle le Conseil à examiner pour sa part des mesures fortes contre tous ceux qui continuent à entraver la mise en œuvre de l'Accord de paix. » - **Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du SG ONU en RCA (Extrait du Discours au Conseil de sécurité, New York, 20 février 2020)**



« De plusieurs manières, le gouvernement a mené des négociations, entre autres, à Birao. Nous avons envoyé des représentants du gouvernement pour parler aux uns et aux autres. Certains sont restés un jour, deux, une semaine pour d'autres pour discuter avec chacune des parties. Nous avons des membres du gouvernement qui sont des représentants de ces différents groupes. Les négociations communautaires continuent. » - **Ange Maxime Kazagui, Ministre de la Communication et Porte-parole du gouvernement (Conférence de Presse conjointe, Février 2020)**



EN BREF

« Rôle et responsabilité des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) », le sujet était au centre le 3 mars 2020, à Bria, d'un atelier initié par la MINUSCA à l'intention des membres du groupe de travail sur la transhumance dans la Haute Kotto. Objectif : permettre aux 30 participants de mieux cerner le rôle des USMS et leur impact sur la gestion des conflits liés à la transhumance. ■

BRIA

LES DEUX FACTIONS DU FPRC FUMENT LE CALUMET DE LA PAIX



Bria, ville de l'Est de la République centrafricaine, a abrité un événement majeur, le 18 mars. Les deux factions du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) en conflit ouvert depuis fin janvier 2020, ont fumé le calumet de la paix. Ils ont signé un accord de "cessez-le-feu immédiat", par le biais de leurs figures de proue, Damboucha Hissein et Ali Housta.

Pour la circonstance, tous les chefs de races et de communautés, les leaders religieux, les femmes, les jeunes, les membres du Comité technique de sécurité (CTS) et ceux du Comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), les autorités préfectorales, la MINUSCA et un millier d'habitants venus au quartier Gobolo, pour assister à la signature de cet accord.

Libellé en sept (7) points, cet accord stipule que "les chefs des parties en conflit, acceptent de faire regagner leurs éléments sur leurs bases respectives". L'accord indique également que "les parties en conflit procèdent immédiatement à la libre circulation des personnes et des biens ainsi que les humanitaires, afin de faciliter le retour des déplacés à la maison". Aussi, prévoit-il "la création d'une brigade mixte composée de tous les groupes armés", son rôle étant de coordonner la mise en œuvre dudit accord dans le cadre de la libre circulation des personnes et des biens.

S'agissant du suivi de l'accord, un comité est créé sur l'initiative du leader de l'UPC, garant du protocole d'accord. En cas de sa violation, ce dernier prendra toutes les dispositions nécessaires pour faire appliquer

les mesures contraignantes pour amener les parties au respect de leurs engagements. Et pour atteindre ses objectifs, l'accord demande à la communauté nationale, internationale et à la MINUSCA en particulier, de "tout mettre en œuvre pour aider les signataires à le respecter immédiatement".

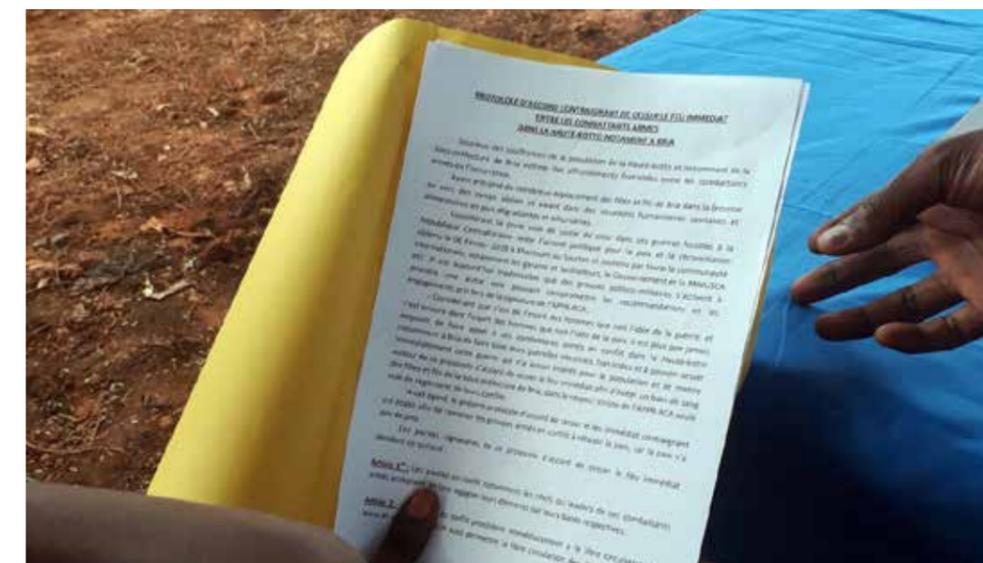
Le Préfet de la Haute Kotto, appréciant cette initiative de Ali Darrassa, a exhorté les signataires à respecter l'accord. « Cet accord n'est utile que si toutes les parties respectent leurs engagements », a martelé Thierry Evariste Binguendji.

Pour le Chef du bureau régional de la MINUSCA, Intiaz Hussain, qui dit attendre beaucoup de cet accord pour le retour de Bria dans le giron de la paix, « Tout ce qui va dans le sens de la paix, est une bonne chose ». Comme lui, les chefs de races, les leaders des femmes et des jeunes, les fonctionnaires de la ville, les guides religieux, ont tous salué "la paix des braves", avant de dire collectivement aux groupes armés « Ça suffit ! Respectez cet accord, car nous voulons vivre en paix à Bria ».

Pour rappel, fin janvier 2020, lesdites factions du FPRC, signataires de l'Accord de paix, s'étaient engagées dans des combats fratricides, forçant de nombreuses familles à se déplacer, d'autres à se réfugier à l'hôpital de la ville. La Force de la MINUSCA avait pris position dans et autour de la ville pour protéger l'hôpital, mais aussi les civils.

Il faut signaler que cet accord est intervenu au terme de cinq jours de discussions facilitées par le coordonnateur militaire de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), Ali Darrassa.

Par François Gombahignonri



BRIA**COORDONNER LES EFFORTS POUR
UNE MEILLEURE ISSUE A LA CRISE****LA STABILITE REVIENT PROGRES-
SIVEMENT A BRIA, GRACE A LA MISE
EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX**

« Aujourd'hui, la situation sécuritaire est stable dans la préfecture de la Haute-Kotto, comparativement au passé où l'on enregistrait des tueries de masse, des viols et des arrestations arbitraires par les groupes armés. L'Accord de paix a contribué au déploiement des FACA à Bria. Leurs patrouilles conjointes avec la Force de la MINUSCA ont considérablement amélioré la situation sécuritaire. » Ces mots du Préfet de la Haute-Kotto, Evariste Binguendji, face à la presse nationale et internationale le 22 janvier à Bangui, témoignent des progrès enregistrés au plan sécuritaire dans sa préfecture, grâce à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, près d'une année après sa signature.

Ce constat également partagé par le Chef du bureau de la MINUSCA à Bria, Imtiaz Hussain, est le résultat des mesures de confiance mises en place plusieurs mois après la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR). Il s'agit notamment de l'augmentation des patrouilles « robustes, de domination de terrain » de la Force de la MINUSCA pour dissuader la mobilisation des groupes armés et les attaques. Un autre acte significatif dans le sens de la confiance consiste en la conduite d'enquêtes sur des cas d'exactions commis contre des civils et a joué un rôle important dans la lutte contre les détentions arbitraires et vols qui avaient exacerbé les tensions.

Imtiaz Hussain a aussi rappelé que les efforts conjoints préfecture et MINUSCA ont permis de contraindre le chef des Anti-balaka à prendre un engagement et à revenir dans le Comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) et Comité technique de sécurité (CTS) en vue de dialoguer avec d'autres groupes armés pour le retour définitif de la paix. ■

Par Ghislaine Atta



Les trois comités de médiation nés au lendemain des affrontements entre les groupes armés, le 26 janvier 2020 à Bria, ont été fondus en un seul, présidé par le Préfet de la Haute Kotto. La décision a été prise le 10 février 2020 par les membres de ces comités afin de mutualiser leurs efforts pour des résultats plus probants.

« Deux semaines après le conflit qui a éclaté à Bria, de nombreux comités ont été mis en place pour faire la médiation entre nos frères belligérants : un comité mis en place par la communauté islamique, un autre, dit ' neutre', créé au sein même des groupes armés, un troisième comité créé au sein du CMOP », explique Evariste Binguendji, Préfet de la Haute Kotto, par ailleurs Président du comité de mise en œuvre préfectoral de l'Accord de paix et de réconciliation et du comité technique de sécurité (CTS).

Dans le but de mutualiser les efforts et coordonner la médiation, une réunion soutenue par la MINUSCA a été organisée en présence desdits comités. « La grande décision a été de fondre ces trois comités en un seul qui sera présidé par le Préfet », a précisé M. Binguendji. A cet effet, des membres ont été cooptés dans chaque ancien comité pour former le nouveau bureau.

La prochaine étape consistera en l'élaboration d'une stratégie dont le principal résultat à atteindre sera de faire cesser les batailles qui se passent au niveau des zones périphériques de Bria. ■

Par Ghislaine Atta & François Gombahignonri

UN photo / Graphisme SCPI / MINUSCA

Vocabulaire		Unités	
Fille - père - farine - feu		10	
facile - fort ficelle - garage		20	
gardien - garçon - gomme		30	
girafe - gorge - pagne - congne		40	
feuille - travail - ngngou		50	
		60	
		70	
		80	
		90	
		100	
		110	
		200	
		300	

27	31	32	11	24	
10	2	5	34	2	
			45	48	

La Radio Guira 93.3 FM,

le creuset d'une information politique, économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse, non partisane et crédible au service du renforcement de la paix et de la cohésion sociale.

Les ondes de la paix



Guira FM diffuse quotidiennement des informations et des émissions sur divers sujets d'actualité en Français et en Sango.

